

CINQ ANS DE "KOIZUMISME": LA MUE DE LA DEMOCRATIE JAPONAISE¹

Jean-Marie BOUISSOU
FNSP/CERI

Après quinze années de mutations parfois douloureuses, le Japon a transformé son modèle économique et social. Au plan politique, le vieux parti libéral démocrate (PLD) a réussi l'exploit de sortir plus fort d'une crise dont il portait largement la responsabilité. Il a su rompre avec le mode de gouvernance qui le maintenait au pouvoir depuis un demi-siècle, mais dont la crise avait montré qu'il était à bout de souffle. Les cinq années du gouvernement de Junichiro Koizumi, qui prennent fin le 21 septembre, ont parachevé cette transformation de la démocratie japonaise.

Dans le régime PLD, le gouvernement n'était pas conçu pour gouverner. Son chef était désigné par marchandages entre clans, programmé pour une durée limitée et entouré de ministres qu'il devait remplacer chaque année. Sa débilité garantissait le pouvoir des barons du parti et celui de la haute administration, qui s'exerçait dans une opacité favorable à tous les lobbies. L'ancienneté faisait premiers ministres des gérontes parfois inconnus du public. Il y fallait de la patience et l'art de faire profil bas, alors que la popularité, qui faisait craindre aux barons qu'on s'affranchisse de leur tutelle, était un défaut rédhibitoire. La nation n'avait guère part au choix de son « chef », et s'ennuyait ferme.



Koizumi a bouleversé les règles. Pas même chef de clan, il s'est imposé au PLD par sa seule popularité. Comme son modèle, le « Tony Blair japonais » a plié le parti à sa volonté, gouvernant pendant cinq ans avec un cabinet de son choix et imposant des réformes dont sa base parlementaire ne voulait pas. Il n'a pas hésité à éliminer tous les sortants âgés de plus de 75 ans aux élections de 2003, et le noyau dur de ses opposants en 2005 par une dissolution coup de force. Ce triomphe du leadership d'un homme sur l'appareil partisan qui gouvernait collectivement le Japon est un changement fondamental.

Le PLD n'avait pas le choix : il était sur la corde raide. Parti typiquement conservateur à l'origine, enraciné dans les circonscriptions rurales, la boutique et les PME, qu'il protégeait jalousement de la dure réalité économique, il avait su, la prospérité économique aidant, évoluer en parti attrape-tout. Mais les grandes villes et les jeunes – le cœur et l'avenir du Japon – lui restaient hostiles. Avec la crise, il s'est recroquevillé sur son noyau dur. Au tournant des années 2000, il n'attirait plus, selon les scrutins, que 25% à 35% des suffrages (soit, compte tenu de l'abstention, entre 12% et 17% du corps électoral). L'opposition, regroupée dans le parti démocrate japonais (PDJ), semblait près de le renverser. Il devait renouveler sa base électorale sous peine de devoir céder la place.

Koizumi y est parvenu en déployant un talent de communicateur dont la classe politique nippone était dépourvue. Coiffure « à la lion » pour l'air cool propre à séduire les jeunes urbains, aspect un peu fragile irrésistible pour les ménagères, père divorcé pour la modernité, et discours martial où il jure de « se jeter dans le feu » pour les réformes. Cette alchimie a comblé une opinion qui voulait de nouveaux visages mais n'osait pas l'alternance, aspirait au changement sans savoir lequel, et attendait avant tout une volonté d'action après dix années de valse-hésitation face à la crise. Le triomphe de la politique-spectacle s'est bâti sur ce flou des attentes. Il a aussi fait le bonheur des médias, trop heureux de voir la démocratie japonaise, par cette deuxième mutation, entrer dans une ère nouvelle qui décuple leur influence.

Aux législatives de 2005, alors que la privatisation de la Poste qui en était l'enjeu suscitait la méfiance de l'opinion, un chef d'œuvre de « com' » (garder l'initiative tout au long de la campagne, imposer son agenda, dramatiser, multiplier les rebondissements) lui a donné une victoire écrasante. Le vote flottant a fait un triomphe au PLD new look dans les mégapoles : à Tôkyô, il a enlevé tous les sièges sauf un. Ce bouleversement électoral assied désormais

le parti gouvernemental sur deux piliers : le vieux Japon clientélisé, qui n'a guère d'autre choix, et le Japon moderne des mégapoles. C'est la troisième mutation.

Si l'on y ajoute un nouveau mode de scrutin, plus favorable dans son principe au renouvellement, et le renforcement du contrôle sur le financement politique, la démocratie japonaise a sans doute changé encore plus que le reste du « modèle ». Elle semble désormais plus réactive, moins ouvertement corrompue, capable de générer des leaders plus décidés, et donc mieux à même de relever les défis de l'avenir (dette publique massive, vieillissement) et d'affirmer la présence du Japon sur la scène internationale.

Cette mue suscite néanmoins des interrogations. L'électorat est très volatile, et peut défaire ce qu'il vient de faire. Le retour à l'hégémonie du PLD, qui a empêché toute alternance depuis 1955 (sauf un épisode de dix mois), va continuer à priver la démocratie japonaise d'une expérience essentielle à sa maturation – sauf à considérer que le PLD relooké par Koizumi constitue à lui-même sa propre alternance. Encore faudrait-il que sa mutation soit complète. Or, si les clans sont affaiblis, ils ne sont pas morts, et une nouvelle génération de barons est prête à contester la puissance nouvelle du chef de l'exécutif. En outre, malgré le développement de mécanismes d'aide à la prise de décision autour du gouvernement, celui-ci reste très dépendant sur ce point de l'administration.

Surtout, la question qui se pose est celle du pouvoir bâti par la politique-spectacle autour d'un acteur fabriqué par une communication experte jouant sur la corde populiste. A cet égard, Koizumi s'apparente à Berlusconi plus encore qu'à Blair. A voir le bilan des trois hommes, on peut penser qu'un pouvoir de cette nature, en quête perpétuelle de récits légitimants simplistes centrés sur le « héros », tend à les fabriquer dans le domaine où la résistance du corps social est la plus faible, le processus de décision aux mains du héros, et les bons et les méchants faciles à mettre en scène : en politique étrangère. C'est dans ce domaine que Koizumi a réalisé le coup médiatique le plus éclatant – et le plus risqué – de sa carrière, en se rendant lui-même à Pyongyang négocier avec un Kim Jong-il auquel Bush venait de donner une place de choix sur « l'Axe du Mal ». Mais si l'effet a été immédiat sur la cote de popularité du premier ministre, les résultats à terme de ce coup d'éclat ne se sont guère avérés probants. Pas plus que n'a été probant – quand il n'est pas tragique – le bilan des trois « héros » emblématiques de la politique-spectacle en Irak ou, dans le cas japonais, pour ce qui est des relations politiques avec la Chine et la Corée du Sud, que Koizumi a menées dans une impasse.

A la différence de Berlusconi, Koizumi a su organiser sa sortie de main de maître, en transmettant le pouvoir à l'heure et à l'héritier qu'il avait choisis, alors que sa popularité frôlait encore les 50%. Ce faisant, il aura su s'assurer une place de choix dans l'histoire, comme l'accoucheur d'un nouvel avatar de la démocratie japonaise, mais aussi, sans doute, pour l'avenir, comme un homme de grande influence sur la scène japonaise et internationale pour le restant de ses jours.

1 : Dernier ouvrage paru : *Quand les sumos apprennent à danser. La fin du modèle japonais.*
(Fayard, 2003)